

PROCES VERBAL DE SYNTHESE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

du 22 décembre 2021

Dossier numéro E 21000096/59 - Demande d'autorisation environnementale par la Société OUTINORD pour la régularisation administrative de son établissement situé sur la commune de Saint Amand les eaux

Enquête organisée et ordonnée par Arrêté Préfectoral de la Région des Hauts de France, Préfecture du Nord ,en date du 2 novembre 2021.

1/ Objet et déroulement de l'enquête

La procédure d'enquête publique, citée en référence, concerne la demande présentée par la Société OUTINORD en vue d'obtenir l'autorisation environnementale pour la régularisation administrative de son site situé sur la commune de Saint Amand les eaux

La contribution du public s'est déroulée, conformément à l'arrêté précité, du 22 novembre 2021 au 22 décembre 2021 , dates incluses soit pendant 31 jours consécutifs.

La procédure d'enquête publique a été respectée. il n'y a pas eu d'incidents.

Lors des 3 permanences du 22 novembre, 4 décembre et 22 décembre il n'y a pas eu de visites :

- pas de visites à la permanence du 22 novembre 2021
- pas de visites à la permanence du 4 décembre 2021
- pas de visites à la permanence du 22 décembre 2021
- Aucune observation n'a été portée sur le registre papier présent en mairie de Saint Amand pendant toute la durée de l'enquête publique
- Aucun courriel n'a été adressé sur l'adresse électronique fournie sur l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2021
- Aucun courrier n'est parvenu au Commissaire Enquêteur par voie postale durant l'enquête publique.

POUR AUTANT, la consultation des dossiers que ce soit sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord ou via le registre dématérialisé mise en place sur le site internet : <https://participation.proxiterritoires.fr/outinord> a permis de constater une participation du public repris ci dessous:

nombre de visiteurs : 34

nombre de visites : 44

nombre de téléchargements de documents : 286

nombre de visualisations de documents : 354

Il apparait donc que la procédure de la participation du Public a été accessible à tous et que l'enquête publique s'est réalisée dans de bonnes conditions dans le respect des règles sanitaires liées au COVID -19 en vigueur.

Questions du C.E

Ayant eu connaissance le 20/12/2021 de l'Arrêté Préfectoral du 06/02/2019 mettant en demeure la Sté OUTINORD de respecter les prescriptions applicables à ses installations de Saint Amand les eaux, je souhaite savoir **comment et où** dans le dossier de présentation de l'Enquête Publique, les éléments correspondants ont-ils été intégrés?

un Compte-rendu d'une visite du 27/02/2020 rédigé le 30/03/2020 (ref.V3-VH/2020-048)mentionne une demande d'abrogation de l'A.P. précité mais après la régularisation complète du site. Ce point ne devait il pas être repris dans le dossier de présentation soumis à E.P.?

En effet, si l'on trouve bien les éléments pour l' Arrêté Préfectoral du 25/04/2012, je n'ai pas su a priori identifier ceux de l' Arrêté Préfectoral précité dont ne n'ai pas trouvé mention dans le dossier soumis à Enquête publique.

en ce qui concerne l'avis de la DDTM du 19/7/2021 et sur la régularisation portant sur les évolutions suivantes :

- la suppression de la chaine de peinture liquide
- le remplacement de la cabine de peinture liquide tôlerie
- le remplacement de la tour aéroréfrigérante par un groupe froid
- l'augmentation du volume de bain de traitement de surface

concernant la gestion des eaux : *"même si les évolutions ne modifient pas en profondeur cette thématique ", le dossier manque de clarté et doit être complété comme précisé dans le 1er avis "*

quelle réponse apportez vous ?

concernant la gestion des eaux pluviales " de même, les évolutions n'impactent pas la gestion des eaux pluviales. Cependant, le dossier doit être plus précis. il est également nécessaire qu'une auto surveillance régulière soit imposée à l'entreprise "

quelle réponse apportez vous ?

concernant l'alimentation et la consommation en eau : "par arrêté préfectoral du 25/04/2012, la consommation annuelle d'eau autorisée est de 4000.m3 via le réseau d'adduction d'eau potable (pour un débit maximal autorisé de 13,4 m³/j)... actuellement, la consommation est dépassée puisque l'entreprise OUTINORD consomme près de 7000m3/an. le dossier n'apporte pas d'explications et n'est pas assez précis (cf p78 il est noté tantôt une consommation de 1000m3 d'eau et quelques lignes suivantes il est noté 1500m3 par OUTINORD Location... la consommation exacte de chaque entité OUTINORD et sa filiale doit être précisée ainsi que leur consommation d'eau annuelle respectif autorisée"

au paragraphe 4.2 de l'étude d'impact la consommation globale annuelle du Site OUTINORD est de 7971m3 pour 2020 en intégrant la consommation en eau OUTINOD Location estimé à 1880m3 d'eau par an ?

====>quelle est votre réponse sur ces 2 paragraphes ?

les 4 années de sécheresse 2017/2020 les nappes phréatiques ont fortement été sollicitées....Les arrêtés préfectoraux dits "arrêtes sécheresse", en découlant, dont le dernier est échu au 31 octobre 2020, ont contraint la population, les entreprises et les services à réduire leur consommation en eau. En alerte et en alerte renforcée, les ICPE doivent diminuer leurs consommations d'eau, ce qui n'as été le cas manifestement de cette entreprise.

"la régularisation ne peut avoir pour objet d'entériner le non respect de l'arrêté sécheresse et de mesures de restrictions qui ont été imposées. Une étude technico économique de réduction des consommations est donc nécessaire, à la fois pour examiner les possibilités de réduction des consommations structurelles (recyclage des eaux de lavage, récupération d'eau de pluie..) et définissant les réductions progressives à appliquer en cas d'arrêté sécheresse.

==>cette étude a t'elle été réalisée?

concernant la protection des eaux souterraines

"le dossier ne situe pas le périmètre de protection rapproché de captage situé à environ 1km au Sud ouest, c'est à dire dans le sens indiqué d'écoulement des eaux souterraines. il convient

de limiter tout risque de pollution pour tout ce qui est stockage extérieur en particulier. or, un arrêté du 5 février 2019 met en demeure Outinord de respecter les conditions de stockage.

Au regard de ces éléments; l'étude d'impact et danger est insuffisamment précis à la fois sur la localisation des stockages à risque et sur les rétentions à mettre en place

.==> quelles réponses apportez vous ?

La DDTM Service Eau Nature et Territoire Unité Biodiversité, dans son courrier du 19 juillet 2021, attendait de votre part de clarifier la problématique de votre consommation annuelle d'eau autorisée ainsi que les éléments réponses suite à l'arrêté du 5 février 2019.

Par mail du 15 décembre 2021, la DDTM m'informe qu'il semblerait que le pétitionnaire apporterait des éléments de réponse dans son mémoire en réponse à l'enquête publique.

==> quelles réponses apportez vous ?

en ce qui concerne l'avis de l'ARS en date du 26/07/2021

" il conviendrait de préciser davantage les quantités émises en éthylbenzène car ce composé est cancérigène et son impact santé pourrait ne pas être négligeable en fonction des flux émis par les équipements.

"les émissions atmosphériques en métaux sont qualifiés de faible avec un flux intérieur à 1 g/h. Il estime que des effets sur la santé ne sont pas attendus avec ce niveau de rejet. Pourtant le dossier présente des résultats de mesures non conformes pour les émissions en CrVI du traitement de surface avec un flux de 1,8g/h.."

il est souhaitable qu'un contrôle renforcé soit mis en place sur ce paramètre afin de s'assurer de la conformité des émissions.

"Le Cr VI est un composé qui provoque des effets sur la santé à faible dose par ingestion. Il est important que les valeurs réglementaires soient respectées. Si les dépassements devaient être confirmés dans le temps, une action correctrice et une évaluation de l'impact santé par voie d'exposition indirecte (ingestion du polluant initialement atmosphérique puis accumulé dans l'environnement) serait à envisager. "

"Des résultats non conformes avaient également été relevés par l'acide fluorhydrique sur cette même cheminée TD1 de traitement de surface. Ces résultats ont été jugés anormaux et devront faire l'objet d'un nouveau contrôle."

- "détermination du flux en ethylbenzène émis à l'atmosphère et transmission de ces éléments d'évaluation à l'ARS avant passage en CoDERST; des émissions significatives pourraient nécessiter des prescriptions complémentaires."

- "contrôle renforcé des émissions en chromé VI du traitement de surface, de la même manière, la persistance de résultats non conformes devra faire l'objet de mesure de correction et d'une évaluation des risques sanitaires"

quelle position avez vous face aux réserves de l'ARS ?

en ce qui concerne l'avis du SDIS Nord émis le 1 juillet 2021

paragraphe 5.2 relatives à la Défense extérieure contre l'incendie.

"le SDIS trouve l'hypothèse émise pour le calcul des besoins en eau cohérente par l'exploitant.

Toutefois le poteau incendie privé de DN 70 doit être remplacé par un poteau d'incendie DN 100"

L'avez vous fait ?

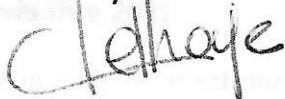
LE MEMOIRE EN REPONSE doit parvenir au plus tard le 6 janvier 2022 au Commissaire Enquêteur par mail et par lettre recommandée.

Fait en double exemplaires originaux

A Saint Amand le 22 décembre 2021

Le Commissaire Enquêteur

Marie Delhaye



La Société OUTINORD

